

ATTAC – Neuchâtel

Vendredi 18 mai 2001, à Neuchâtel: manifestons devant le bureau de poste de l'Ecluse, 11h45 (cortège "animé" qui ira de l'Ecluse à la poste centrale) ...

... et samedi 16 juin 2001, à Berne: Assises Nationales des salarié-e-s et des usager-ère-s de la Poste

Contre les démantèlements et les privatisations:

Le service public pour toutes et tous !

Non à la fermeture des bureaux postaux !

Pour le retrait sans conditions du « plan Gygi » !

Le 18 janvier dernier, Ulrich Gygi, directeur de la Poste, a rendu public ses plans pour l'avenir du réseau postal, des plans qu'il peaufine depuis son entrée en fonction voici une année. A l'époque, beaucoup croyaient encore qu'il n'allait pas mettre à sac le réseau de bureaux postaux, contrairement à son prédécesseur Reto Braun (initiateur du Plan Optima), devenu l'ennemi public n° 1. Quelle erreur !

La Poste prévoit de fermer dans les 5 ans à venir tous les petits bureaux dans les régions de campagne (environ 1'550). Environ la moitié de ceux-ci seront transformés en «guichets délocalisés» ou seront remplacés par des prestations postales minimales fournies aux guichets de gares, de communes ou dans des épiceries. Les autres seront remplacés par un «post-mobile» ou par un facteur qui passera à une heure fixe devant la maison. Pour 80 bureaux, même ces remplacements très précaires ne sont pas prévus: il s'agira de suppressions définitives. Comme si cela ne suffisait pas, Gygi a prévu de fermer définitivement dans les villes un bureau de poste sur quatre.

Il y a encore aujourd'hui 3'400 bureaux postaux en Suisse, contre 4'500 dans les années 1970. Avec le plan Gygi, dans 5 ans, il n'y aurait plus que 2'500 bureaux, dont à peine 2'000 appartiendraient à la Poste.

Gygi prétend qu'il ne s'agit pas là d'un démantèlement: les Suisses et Suissesses n'auraient qu'à apprendre à se passer du superflu. Mais avec l'exemple de la Poste, la «modernisation du service public» prônée par notre ministre des privatisations, Moritz Leuenberger, montre son vrai visage: salarié-e-s et usager-ère-s doivent «se passer du superflu», afin que les entreprises publiques soient restructurées et même privatisées, si elles dégagent assez de profits. Les services postaux s'ajoutent ainsi à la longue liste des prestations publiques qui ont été sacrifiées à la soif de profit des actionnaires, des investisseurs et des entreprises transnationales: télécommunications, chemins de fer et transports publics municipaux, fournisseurs d'électricité, et de plus en plus écoles et hôpitaux.

A la Poste, ce ne sont pas seulement des centaines de bureaux qui sont fermés: les prix ont à l'inverse considérablement augmenté et la qualité des prestations s'est dégradée. Et non seulement les prix de base se sont élevés, mais il faut en plus payer un supplément pour que lettres et colis arrivent à temps. Evidemment, on développe de cette façon un marché lucratif pour le service des express qui est convoité, en plus de la

Poste, par des entreprises privées. Et par ailleurs, on cherche à casser ainsi la résistance populaire à la privatisation: plus les prestations se dégradent, plus la résistance au changement ira en s'affaiblissant, se disent Gygi, Leuenberger et consorts.

Enfin, la facture de cette évolution est aussi payée par les salarié-e-s de la Poste. Leurs conditions de travail se sont clairement détériorées ces dernières années: la charge de travail et l'accélération des rythmes se sont accrues, de même que le pouvoir et l'arbitraire des supérieurs hiérarchiques, en particulier avec l'introduction du salaire au mérite. Pour les classes de salaire moyennes et basses, les revenus ont été bloqués et ont donc diminué en termes réels. Alors que dans le même temps ceux des managers ont atteint des sommets vertigineux... La garantie d'emploi est supprimée et la Poste engage toujours plus de personnel à des conditions de travail précaires et pour des durées limitées dans le temps. Grâce à la nouvelle Loi sur le personnel de la Confédération, le personnel peut être licencié sans autre forme de procès – par exemple, lorsqu'il s'agit de fermer des centaines de bureaux de poste ! Mais le plus grave, c'est que la dégradation des conditions cadres pour les salarié-e-s les empêche de faire correctement leur travail et de satisfaire les besoins des usager-ère-s, ce qui les blesse dans leur dignité et leur identité professionnelle.

Dans de nombreuses villes et régions de Suisse, les salarié-e-s et les usager-ère-s de la Poste ont commencé à s'organiser, pour combattre cette «modernisation» de la Poste qui est avant tout un recul social majeur. Mais pour empêcher le démantèlement du réseau postal, nous devons nous organiser à l'échelle nationale, sinon il sera par trop facile pour la direction de la Poste de monter les uns contre les autres villes, villages et quartiers isolés.

Seule une mobilisation commune des salarié-e-s et des usager-ère-s de la Poste – que nous sommes toutes et tous ! – peut empêcher son démantèlement et sa privatisation.

«Plan Gygi»: la fermeture annoncée de 700 à 900 bureaux de poste

Dans les régions de campagne

Le 18 janvier 2001, la direction de la Poste présentait son programme de restructuration du réseau postal, prévoyant la suppression de 700 à 900 bureaux de poste en Suisse.

Ci-dessous, nous reprenons la liste des bureaux de poste du canton de Neuchâtel classés «P», dont la majorité est destinée à disparaître:

2015 Areuse – 2025 Chez-le-Bart – 2028 Vaumarcus – 2036 Cormondrèche – 2042 Valangin – 2043 Boudevilliers – 2046 Fontaines – 2057 Villiers – 2058 Le Pâquier – 2063 Vilars – 2065 Savagnier – 2067 Chaumont – 2073 Enges – 2103 Noiraigue – 2113 Boveresse – 2115 Buttes – 2123 St-Sulpice – 2124 Les Sagnettes – 2127 Les Bayards – 2202 Chambrelieu – 2203 Rochefort – 2205 Montmollin – 2207 Coffrane – 2208 Les Hauts-Geneveys – 2209 La Vue-des-Alpes – 2315 Petit-Martel – 2318 Brot-Plamboz – 2322 Le Crêt-du-Loche – 2325 Les Planchettes – 2332 La Cibourg – 2405 La Chaux-du-Milieu – 2407 La Châtagne – 2408 Le Brouillet – 2413 Le Prévoux – 2414 Le Cerneux-Péquignot

En milieu urbain

La direction de la Poste a présenté, le 26 avril dernier, son projet de réforme en milieu urbain. Ce projet, élaboré sur la base d'une étude du réseau postal de Zurich, prévoit que dans cette ville le nombre d'offices postaux passe de 46 à 33. Concrétisé dans les prochains mois, il devrait conduire à la suppression d'une trentaine de postes à plein-temps et permettre à la ville de Zurich de faire des économies de 6 millions de francs par an. D'ici à la fin de l'année, Genève et Lausanne feront l'objet d'une étude semblable. En 2002 ce sera au tour de Bienne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg et Neuchâtel. Dans l'ensemble, 70 offices devraient être supprimés dans le réseau urbain pour une économie de 100 millions.

Les jeux ne sont pas encore faits. Mais seule une forte mobilisation des salarié-e-s et des usager-ère-s de la Poste pourra empêcher le démantèlement du réseau de bureaux de poste. Alors unissons-nous pour le retrait immédiat et sans conditions du «plan Gygi» !

Contactez ATTAC – Neuchâtel: par e-mail, ou par lettre ou téléphone:

ATTAC-Neuchâtel, c/o André Babey, Av. Soguel 13, 2035 Corcelles, tél. 032 / 731 61 87; ou

ATTAC-Neuchâtel, c/o Vincent Guyot, Av. Léopold-Robert 62, 2300 La Chaux-de-Fonds, tél. 032 / 913 50 68.